

Presse régionale : combler le vide démocratique Entrevue avec Marc Simard

Emiliano Arpin-Simonetti

Number 768, October–November 2013

Politique municipale : sortir du cul-de-sac

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70213ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arpin-Simonetti, E. (2013). Presse régionale : combler le vide démocratique : entrevue avec Marc Simard. *Relations*, (768), 24–25.

Presse régionale : combler le vide démocratique

Entrevue avec Marc Simard

Dans un contexte où la concentration de la presse est forte et les ressources journalistiques limitées, les médias locaux en région peinent bien souvent à jouer leur rôle de quatrième pouvoir. Trop souvent, ils se font la courroie de transmission des pouvoirs en place, contribuant à un déficit d'information néfaste pour la démocratie municipale. Un peu partout au Québec, des médias indépendants ou communautaires tentent cependant de remédier à la situation. Marc Simard, rédacteur en chef du journal *Le Mouton NOIR*, bastion de la presse indépendante critique basé à Rimouski depuis 18 ans, a bien voulu répondre à nos questions à ce sujet. Voici quelques extraits de l'entretien qu'il nous a accordé.

Relations : Quelle place occupe *Le Mouton NOIR* dans le paysage médiatique du Bas-Saint-Laurent?

Marc Simard : Ceux qui ont grandi dans la région ont vu la transformation depuis que les journaux locaux ont été repris par Québecor : ces publications sont devenues des feuillets paroissiaux, des journaux communautaires qui reflètent surtout le point de vue de leurs commanditaires et annonceurs. Le contenu est tellement dilué qu'il n'a plus aucun intérêt pour les gens qui souhaitent s'informer sur des sujets de fond. Ce manque d'information nuit à la démocratie et à la vie collective : les gens prennent des décisions, notamment aux élections, sur la base de ce qu'ils voient autour d'eux et d'informations incomplètes ou manipulées. Leurs décisions sont donc forcément biaisées. Pour ceux qui se battent pour la liberté d'expression et d'information, ce constat est enrageant.

C'est un peu ce qui a motivé la création du *Mouton NOIR*, en 1995. Jacques Bérubé, le fondateur du journal, voulait alors faire paraître une lettre d'opinion concernant la nouvelle salle de spectacle de Rimouski. Quand les hebdomadaires locaux, qui appartenaient déjà pour la plupart à Québecor, lui ont fait comprendre qu'ils n'avaient pas d'espace à allouer à ce genre de débat, il s'est senti censuré. Il a donc décidé, avec des amis, de fonder un journal de



gauche, revendicateur, misant sur la prise de parole citoyenne. Si le journal publiait surtout des lettres d'opinion, à l'origine, le mandat s'est progressivement élargi pour combiner opinion *et* information. Car l'idée de base a toujours été d'informer les gens sur des sujets qui sont boudés par les grands consortiums de presse parce que jugés trop polémiques.

Paradoxalement, le fait que les hebdomadaires de Québecor n'ont rien à dire nous permet donc d'exister. Ils ne nous font pas compétition : nous comblons un vide. Et même si c'est surtout de l'opinion qu'on y retrouve, on en apprend davantage en lisant *Le Mouton NOIR* qu'en lisant le journal censé informer objectivement!

Si l'opinion est ce qui nous caractérise, on considère quand même qu'une information de qualité et objective est fondamentale : on a besoin des faits. Malheureusement ce n'est plus dans les journaux de Québecor qu'on en retrouve. Les gens qui veulent s'informer doivent aller sur le Net, dans les journaux nationaux comme *Le Devoir* ou *La Presse*, mais l'information régionale solide, en dehors des grands centres, y est pratiquement absente. De plus, comme le Bas-Saint-Laurent ne compte aucun quotidien, il n'y a pas d'enquêtes journalistiques. À ce chapitre, il y a fort à parier que dans nos petites villes, comme à Rimouski ou à Matane, il se passe proportionnellement beaucoup plus de magouille que dans les grandes villes, où les ressources journalistiques sont plus importantes. Il n'y a pas vraiment de chien de garde ici. Il y a bien la station de Radio-Canada, mais encore là, ont-ils le temps et le mandat de faire des enquêtes? J'en doute... Surtout que la société d'État est en mode «rationalisation» dans l'est du Québec : les stations

de la Gaspésie, des Îles de la Madeleine, du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-Nord ont plus ou moins fusionné et mis en commun certaines ressources, et ce, sans augmenter le nombre de journalistes.



Rel. : Comment voyez-vous le rôle d'un journal comme le vôtre dans ce contexte?

M. S. : Ce qu'on essaye de faire, c'est surtout de mettre en relation des choses qui se passent ici, à Rimouski, avec des problèmes d'envergure nationale. Par exemple, dans le cas de la mobilisation autour de la réforme de l'assurance-emploi, nous avons traité le sujet en rencontrant des gens d'ici qui en font les frais et en essayant de faire comprendre à tous ceux qui ne sont pas touchés directement quelles en sont les conséquences. Nous régionalisons les enjeux nationaux et nationalisons les enjeux régionaux, si l'on veut. Cette façon de faire met en contexte les décisions et fait prendre conscience aux gens que ce qui se passe à Montréal, à Québec ou ailleurs au Canada peut les concerner. Ça leur permet aussi

d'agir, de se mobiliser.

Je dis souvent qu'un des derniers remparts de la démocratie, ce sont les journaux comme le nôtre. Parce que voter aux quatre ans est loin de suffire: il faut pouvoir réagir aux événements, en parler et dire ce qu'on pense en connaissance de cause. Et je crois qu'il n'y a pas d'autre place que les journaux comme le nôtre pour ce genre de prise de

parole. Internet, les blogues ou les réseaux sociaux, ce ne sont pas de vraies solutions. Il s'y dit trop de choses non vérifiées, non vérifiables et souvent des propos haineux ou vides. Notre rôle, c'est de canaliser tout ça, de faire un tri. Il faut pouvoir avoir un contenu diversifié, entendre les gens de tous les milieux, pour éviter, par exemple, d'aborder les mêmes sujets toujours sous le même angle. Nous essayons d'élever le débat. Nous tentons, aussi, d'apporter des solutions, de voir ce qui pourrait être proposé, d'être utiles et d'aider les gens à réfléchir, et non pas d'alimenter le cynisme.

Rel. : Un meilleur financement public de la presse indépendante serait-il un gage de santé démocratique selon vous?

M. S. : Je dirais oui, dans une certaine mesure, mais c'est aussi une lame à double tranchant. Si nous voulons garder notre indépendance, il vaut mieux ne pas dépendre outre mesure de l'argent des ministères. Évidemment, je ne vendrais pas un ministère nous couper une subvention en invoquant le fait que nous aurions critiqué le Parti québécois, les libéraux ou peu importe. Mais si le couperet tombait d'en haut parce qu'un politicien n'avait pas aimé une chose qu'on aurait dite, et qu'il décidait de changer les règles de tel ou tel programme de subvention, nous serions sans recours... Nous serions plus vulnérables à la pression politique et nous risquerions de perdre notre précieuse indépendance. ●

Photo : © Pierre Crépô

ENTREVUE RÉALISÉE PAR EMILIANO ARPIN-SIMONETTI

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- BIEHL, Janet, *Le municipalisme libertaire*, Montréal, Écosociété, 2013 [1998].
- BREUX, Sandra et BHERER, Laurence (dir.), *Les élections municipales au Québec: enjeux et perspectives*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011.
- FONTAN, Jean-Marc, HAMEL, Pierre J. et MORIN, Richard, *Villes et conflits. Actions collectives, justice sociale et enjeux environnementaux*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012.
- HAMEL, Pierre J., *Ville et débat public. Agir en démocratie*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008.
- HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 2011.
- LATENDRESSE, Anne, « La réforme municipale et la participation publique aux affaires urbaines

montréalaises: rupture ou continuité? », dans B. JOUVE et P. BOOTH (dir.), *Démocraties métropolitaines*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.

ARTICLES ET REVUES

- À *Bâbord!*, dossier « Le droit à la ville », n° 22, décembre 2007/janvier 2008 et A. Latendresse, « Le pouvoir municipal citoyen », n° 49, avril-mai 2013.
- BHERER, Laurence, « Le cheminement du projet des conseils de quartier à Québec (1965-2006). Un outil pour contrer l'apolitisme municipal? », *Politique et sociétés*, vol. 25, n° 1, 2006.
- Les Nouveaux cahiers du socialisme*, dossier « Occupons la ville », n° 10, automne 2013.
- Relations*: dossiers « Notre démocratie, fiction ou réalité? », n° 756, avril-mai 2012, et « Notre ruralité en friche », n° 727, septembre 2008.
- Articles: M. Silvestro, « Victoire citoyenne à Pointe-Saint-Charles », n° 762, février 2013; M. Boutin, « Le référendum de l'îlot Irving,

n° 756, avril-mai 2012; J. Nadeau, « La force d'un moratoire citoyen », n° 755, mars 2012; R. Corriveau, « L'information au Québec: l'urgence d'agir », n° 743, septembre 2010; J.-C. Ravet, « La démocratie municipale: un bel horizon », n° 737, décembre 2009; L. Gaudreau, « Sommet citoyen de Montréal », n° 735, septembre 2009; A. Latendresse et E. Gauthier, « Le budget participatif: une percée démocratique? », n° 712, novembre 2006.

FILMS

Les irréductibles d'Isaac Isitan, Montréal, 2011.

La fin du néanderthal de Bruno Dubuc, Montréal, 2009.

SITES WEB

<democratiemunicipale.org>: Coalition pour une démocratie municipale au Québec

<nm.qc.ca/democratie/documentation>: Dossier de l'Institut du Nouveau Monde

<vrn.ca>: *Villes, régions, monde*. Réseau interuniversitaire d'études urbaines et spatiales